

BILAN ANNUEL 2025

Tribunal administratif de Montreuil



Isabelle DELY
Présidente du tribunal
administratif de Montreuil



Seine-Saint-Denis



Effectifs de la juridiction :

127

personnes dont :

50

magistrates
et magistrats

77

agentes et agents de greffe
et aides à la décision

“ **E**n 2025, 23 096 recours ont été déposés devant le tribunal administratif de Montreuil, un chiffre record en progression de 27 % par rapport à 2024 et de 60 % en 5 ans. L'engagement de tous les magistrates, magistrats et personnels de greffe de la juridiction a permis d'augmenter le nombre d'affaires jugées et de réduire de 9 % le nombre d'affaires en attente d'être jugées de plus de deux ans.

60 % de ces affaires enregistrées relèvent du contentieux du droit des étrangers, reflétant les difficultés des services préfectoraux à traiter les nombreuses demandes de titres de séjour propres à la Seine-Saint-Denis et entraînant, en parallèle, une hausse des recours en référé, lesquels représentent près de 27 % des affaires enregistrées. Le contentieux social, principalement lié aux difficultés de logement dans le département, représente un peu plus de 18 % des affaires enregistrées.

Durant cette année, le tribunal a jugé des affaires reflétant la technicité du droit autant que la vie du département. Il a ainsi traité de la fiscalité des intérêts notionnels, examiné la mise en concurrence de la concession du Stade de France, statué sur l'apposition de drapeaux palestiniens au fronton de mairies, constaté, à l'aune de la littérature scientifique, l'absence de lien entre une maladie et un vaccin, sanctionné le signalement d'étrangers en situation régulière ou encore reconnu des droits collectifs d'agents publics à des primes.

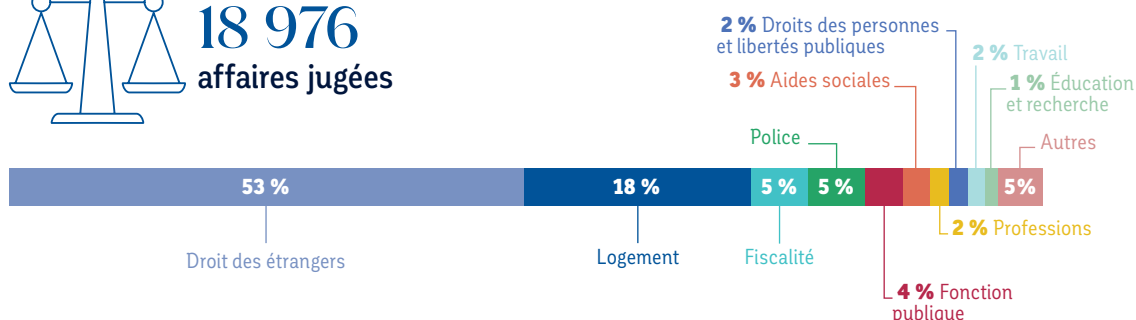
L'investissement du tribunal dans les modes alternatifs de règlement des litiges a été reconnu par le prix du Conseil national de la médiation. Il a poursuivi son ouverture vers l'extérieur tant par l'accueil en stage d'étudiants des universités alentours ou bénéficiant de la convention signée avec l'association « La Courte échelle » que par sa participation à une rencontre de juges européens en Pologne.

L'année 2026 sera celle du déménagement du tribunal dans des locaux plus adaptés à ses dimensions. La mobilisation de tous ses membres pour un service public de la justice accessible et efficace demeurera constante.

2025 en chiffres



18 976
affaires jugées



Aides sociales : aides financières aux personnes (RSA), aux familles, à l'enfance, aux personnes handicapées ou âgées, aides médicales d'État, etc.

Droit des étrangers : titres et visas de séjour, titres de travail, expulsions, etc.

Droits des personnes et libertés publiques : garantie des libertés publiques et des droits fondamentaux, naturalisations, etc.

Éducation et recherche : inscription, déroulement et obtention des examens dans les établissements d'enseignement public et privé

Fiscalité : impôts locaux, impôt sur le revenu, TVA, etc.

Fonction publique : relations des fonctionnaires et des agents publics avec leur employeur

Logement : aides financières au logement, droit au logement opposable, organismes de HLM, etc.

Police : mesures pour faire respecter la sécurité, la salubrité et l'ordre public (permis de conduire, débits de boisson, déchets, stationnement, immeubles insalubres, etc.)

Professions : activités des professions réglementées (architectes, avocats, experts-comptables, notaires, professions de santé, etc.)

Travail : licenciements des travailleurs protégés, instances représentatives du personnel, plans de sauvegarde de l'emploi, etc.



5 483
affaires jugées en urgence (référés)

✚ 37 % par rapport à 2024



23 096
affaires enregistrées

✚ 27 % par rapport à 2024



8 mois et 19 jours
de délai moyen de jugement

✚ 6 jours par rapport à 2024



79 %
des décisions du tribunal ont été confirmées en appel



133
médiations engagées
63 % de taux de réussite